

FLASH SUR L'ANNÉE SYNDICALE...

Sans vouloir établir le bilan social de l'année passée, disons cependant que 1957, avec sa suite d'événements cruels, tragiques, comiques, fut plutôt une année de pause sociale qu'une année de combat ou de résultats et ceci malgré d'importants mouvements sociaux marquants, enregistrés à l'automne, mais volontairement limités par les augures de tout poil qui provisoirement président aux destinées du Mouvement Ouvrier défait de France et de Navarre. Dame statistique signale toutefois un nombre assez conséquent de journées de travail perdues pour fait de grève; puisque l'estimation est pour 1957 de 3.950.000. Chiffre qui paraît considérable par comparaison avec 1956. 1.420.000 journées perdues, mais qui démontre néanmoins que les grèves 1957 restent sans commune mesure avec celles de 1953. 9.722.000 journées perdues. Puissent ces données chiffrées permettre à d'aucuns de prendre plus exactement conscience de la combativité actuelle de la classe ouvrière et de ne pas s'illusionner outre mesure sur ces augmentations individuelles de salaire dues à la pénurie de main-d'œuvre et la répercussion sur la feuille de paye de l'allongement de la durée du travail. Pôvre semaine des deux Dimanches, où es-tu?

Sur 1957, une remarque encore; les élections professionnelles ont, tout au long de l'année, signifié le recul de la C.G.T. Les travailleurs ne pardonnent pas aussi aisément l'attitude des bonzes cégitistes lors des événements sanglants de Hongrie; En revanche la C.F.T.C. a marqué des points tout au long de l'année et son influence s'est accrue. Elle a bénéficié de la désaffection dont a souffert la C.G.T. et de l'atonie pathologique de «Force Ouvrière». Car la centrale F.O. est toujours restée au second plan, même quand, après la chute du gouvernement Bourgès-Maunoury et le départ des Ministres «Socialistes» aux Affaires Sociales, elle est sortie de sa réserve dans le secteur nationalisé et chez les fonctionnaires.

L'année nouvelle a débuté par un rajustement du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (S.M.I.G.) qui, à compter du 1er janvier, s'est trouvé relevé de 4,33%. Mais 1958 a débuté aussi avec une hausse sur le prix du pain, et cette hausse n'est pas la seule. A un point que l'indice de janvier qui traduira forcément un certain nombre de relèvements de prix importants (Transports, loyer, pain; articles ayant supporté l'augmentation du taux de la T.V.A.) se situera à un niveau tel, que l'on peut d'ores et déjà avancer, en tenant compte de ces seules hausses, que le S.M.I.G. connaîtra au 1er mars une nouvelle majoration.

Le problème des incidences de l'augmentation du coût de la vie est dorénavant au premier plan des préoccupations du mouvement ouvrier. Il apparaît indubitablement que toutes ces hausses enregistrées par nos ménagères ont sur les dépenses quotidiennes des salariés (alimentation, transports), des conséquences bien plus lourdes que ne le traduisent par trop adroûtement les fameux indices officiels. En réalité la classe ouvrière française est contrainte à se défendre pour protéger son pouvoir d'achat; mais cette classe formée d'une majorité de travailleurs écourés du mouvement syndical par la faute de mauvais bergers et aussi par la diversité des organisations syndicales, saura-t-elle s'organiser en deçà et au-delà des Centrales prétendues ou vrières et passer à la contre-attaque? Il n'est pas interdit de le penser. L'attention doit se porter sur cette création d'un «mouvement syndical uni et démocratique» annoncée le 18 janvier dernier au cours d'une conférence de presse. L'initiative a été prise par des militants syndicalistes appartenant à des formations aussi différentes que le Syndicat des Instituteurs, les cadres autonomes des chemins de fer, la Fédération des Travaux Publics F.O., la Fédération de l'éducation nationale, le Syndicat des correcteurs (Livre C.G.T.), etc... A l'origine de ce regroupement se trouve «*L'Appel des Trois*»: déclaration commune signée en juin 1957 par Denis Forestier (du syndicat autonome des Instituteurs), Roger Lapeyre (secrétaire de la Fédération F.O. des Travaux Publics et Transports) et Aimé Pastre (de l'Union Générale des Fonctionnaires C.G.T.).